

LE BULLETIN

32 av. de l'Europe
38030 GRENOBLE CEDEX 2

04 76 09 65 54

accueil@cgt-isere.fr

ud38.reference-syndicale.fr

NOVEMBRE 2024

N° 802



DOSSIER:

LA CGT EN ISÈRE

SOCIÉTÉ

L'ÉTAT
EN PLEINE CONTRADICTION
SUR SA GESTION
DES FORÊTS PUBLIQUES

p. 7

LUTTES

CONDITIONS DE TRAVAIL :
LA CGT SOITEC
A DÉCIDÉ D'AMORCER
LE RAPPORT DE FORCE
EN FAVEUR DES SALARIÉS

p. 9

INTERNATIONAL

UN CRIME COLONIAL
EN PLEIN PARIS !

p. 10

SOMMAIRE

2 ÉDITO

4-6 DOSSIER

« LA CGT EN ISÈRE »

4 L'accueil syndical kesako ?

4 Eustache et Oslaid
à l'écoute du monde

5 47^{ème} congrès du syndicat
CGT FAPT 38

6 2^{ème} Congrès du collectif
jeunes CGT 38

7 SOCIÉTÉ

7 L'État en pleine
contradiction sur sa gestion
des forêts publiques

8-10 LUTTES

8 Chronodrive Seyssinet
mobilisé.e.s contre
les cadences intenable
et pour de meilleures
conditions de travail !

9 Conditions de travail :
La CGT Soitec a décidé
d'amorcer le rapport de
force en faveur des salariés

10 Le collectif des retraité.e.s
des UL du Nord Isère
dans le game

10-12 INTERNATIONAL

10 Un crime colonial
en plein Paris !

12 Soutien aux peuples
de Kanaky



édito

Marie-Laure Cordini

Secrétaire Vie Syndicale UD CGT 38

Secrétaire adjointe USTM 38

REDONNER ESPOIR AUX SALARIÉ.ES

LE PLFSS 2025 est à 1000 lieux des préoccupations réelles et des besoins de la population et des professionnels qui vivent au quotidien le manque de moyens, la perte de repères, le sentiment d'abandon et la sensation de n'être que des variables d'ajustements budgétaires du gouvernement.

Nous constatons une augmentation de la pauvreté avec des conditions de travail qui ne cessent de se détériorer. Nos services publics système de santé ne tiennent que grâce à un surinvestissement des professionnels, mis en danger par des contraintes de travail infernales. Dans le même temps, d'après le dernier rapport de la société de gestion Janus Henderson, les entreprises cotées ont versé 606,1 milliards de dollars à leurs actionnaires, un record historique ! Le gouvernement ne fait état que d'économie de dépenses en rognant sur les besoins de la population alors que paradoxalement, les allègements de cotisations aux entreprises ne sont pas remis en cause ni conditionnées à des obligations d'emplois et de qualification.

Pour la CGT, la seule solution pour faire plier le gouvernement et le patronat, c'est la mobilisation des salarié.es. Et pour que les salarié.es se mobilisent, il faut d'abord nous renforcer.

La syndicalisation doit être la priorité de tous les militants.

**«LE GOUVERNEMENT
NE FAIT ÉTAT QUE
D'ÉCONOMIE DE
DÉPENSES EN ROGNANT
SUR LES BESOINS
DE LA POPULATION»**



Je rejoins la cgt !



Directeur de la publication :

Nicolas BENOIT

Imprimé par nos soins

N° CPPAP

0226 S 05444

I.S.S.N. 1154-6670

Pour que la CGT soit forte, elle doit aussi avoir une forte représentativité.

D'ailleurs, la campagne TPE est commencée, pour rappel, en Isère au dernier cycle c'est grâce aux élections TPE que la CGT a pu restée première orga. Des outils via le site confédéral sont à la disposition des camarades pour aller à la rencontre de ces salarié.es. Chaque UL a reçu un plan de ciblage TPE. Une campagne d'affichage publicitaire sera mise en place la semaine d'avant les élections. Ces élections sont l'affaires de toutes et tous les militants. La représentativité permet aussi à la CGT de gagner des camarades pour les prud'hommes. Un plan de travail a été mis en place pour chaque UL, les syndicats doivent se rapprocher des UL pour aider à cette campagne. Nous en sommes à la dernière ligne droite, alors essayons de gagner ces élections dans tout le département.

Le mois prochain c'est le congrès de l'UD. Un congrès est important pour notre vie démocratique, il l'est aussi pour pouvoir se retrouver et débattre ensemble des enjeux qui nous attendent. Nous débatterons principalement de 3 thèmes : notre organisation, indispensable si nous voulons continuer à nous renforcer et grossir notre

**«Pour la CGT,
la seule solution pour faire
plier le gouvernement
et le patronat, c'est la
mobilisation des salarié.es»**

rapport de force. Le féminisme dans la CGT, pour que les luttes féministes soit une lutte syndicale, je rappelle que la moitié des salarié.es sont des femmes. Les services publics, parce que les services publics sont les premier garants de l'égalité entre les territoires et les citoyens. Ces 3 résolutions vont permettre à la CGT Isère d'établir un plan de travail pour nous renforcer, pour redonner espoir aux salarié.es.

Il est nécessaire que chaque syndicat débattre avec ses syndiqué.es de ces enjeux.



**CONGRÈS DE L'UNION
DÉPARTEMENTALE
CGT DE L'ISÈRE**

20-21-22
novembre 2024
à l'Heure Bleue
de St Martin d'Hères



**LES
DATES**



L'ACCUEIL SYNDICAL KESAKO ?

C'est recevoir des salarié.e.s, souvent profondément en souffrance, en butte à un patron ou un responsable arrogant, méprisant, qui se croit tout permis.

C'est un moment d'écoute, où les travailleur.euse.s peuvent raconter ce qu'elles/ils subissent, reprendre confiance car souvent, elles/ils ont un doute, se demandant si elles/ils n'exagèrent pas, si elles/ils n'inventent pas, si le patron n'a pas le droit de leur imposer ce qu'elles/ils subissent.

C'est un moment où l'on peut - après avoir écouté leur récit - les orienter vers un.e conseiller.e du salarié.e ou directement vers une avocate. Mais pas que cela : c'est aussi un moment où on peut leur présenter le rôle du syndicat, la nécessité de se défendre et donc d'adhérer. C'est aussi la nécessité de se regrouper, de s'organiser pour être plus fort.e.s.

Et ça nous conforte de savoir que ces margoulines peuvent se faire remonter les bretelles !

Alors nous avons besoin de renfort, car il y a foule le vendredi matin à la Bourse du travail de Grenoble. On compte sur vous !

Catherine Brun

CE de l'UL Grand Grenoble

«C'EST RECEVOIR DES SALARIÉ.E.S, SOUVENT PROFONDÉMENT EN SOUFFRANCE, EN BUTTE À UN PATRON OU UN RESPONSABLE ARROGANT, MÉPRI-SANT, QUI SE CROIT TOUT PERMIS.»



EUSTACHE ET OSLAID A L'ECOUTE DU MONDE



Carage 24





47^{ÈME} CONGRÈS DU SYNDICAT CGT FAPT 38

FÉDÉRATION DES ACTIVITÉS POSTALES
ET DES TÉLÉCOMMUNICATION



Le Congrès du syndicat s'est tenu le 30 septembre 2024 à la Bourse du travail de Grenoble.

Ce Congrès a été anticipé pour avoir lieu avant le passage en CSE de la Poste. Les moyens syndicaux vont être drastiquement diminués par La Poste et les interrogations, voire inquiétudes sur l'organisation et fonctionnement du syndicat ont été abordés sans résignation sur notre

«CSE : LES MOYENS SYNDICAUX VONT ÊTRE DRASTIQUEMENT DIMINUÉS»

capacité à rester le syndicat proche des salarié.e.s, et qui ne perd pas le sens et la réalité du terrain.

Des élu.e.s et mandaté.e.s qui demain, seront sur des périmètres nationaux, interrégionaux, demandent concertation permanente avec les autres syndicats de notre région pour fonctionner ensemble et mutualiser des moyens. Le syndicat CGT FAPT 38, conscient depuis son dernier Congrès des évolutions à venir, a commencé à œuvrer avec les syndicats CGT

FAPT des deux Savoie, dont les secrétaires départementaux étaient invités à ce congrès et avec le syndicat CGT FAPT de l'Ardèche pour le réseau à la Poste.

Orange connaît une baisse d'activité et une modification complète de sa structure d'entreprise depuis le Covid. Entreprise donneuse d'ordre, ses effectifs baissent et la syndicalisation en est plus difficile.

L'activité syndicale se heurte à la difficulté de rencontrer les collègues sur le lieu de travail (la majorité étant en télétravail).

L'utilisation (jusqu'alors non pleinement investie par le syndicat), des moyens numériques et réunions en distanciel vont l'être plus intensément et devront être structurés pour ré-

«L'ACTIVITÉ SYNDICALE SE HEURTE À LA DIFFICULTÉ DE RENCONTRER LES COLLÈGUES SUR LE LIEU DE TRAVAIL (LA MAJORITÉ ÉTANT EN TÉLÉTRAVAIL)»

pondre à notre action syndicale : syndicalisation des jeunes, des cadres ; continuité syndicale lors du passage à la retraite ; formations ; renforcement vers les UL.

Le Congrès est persuadé, que notre syndicat - qui a

près de 127 ans d'histoire, s'est construit sans aucun moyen et a connu une répression syndicale plus que virulente (allant jusqu'à des révocations et des emprisonnements), saura trouver la bonne organisation pour poursuivre la lutte.

«NOTRE SYNDICAT, QUI S'EST CONSTRUIT SANS AUCUN MOYEN ET A CONNU UNE RÉPRESSION SYNDICALE PLUS QUE VIRULENTE, SAURA TROUVER LA BONNE ORGANISATION POUR POURSUIVRE LA LUTTE»

Une nouvelle Commission exécutive a été élue, et a élu à son tour un bureau. Pour la



première fois en 127 ans d'histoire du syndicat, une femme a été élue Secrétaire départementale : **Sophie Remillet Lazrag.**

Un Congrès est un moment de débat et le notre a aussi été un moment convivial, permettant pour certain.e.s de faire connaissance, échanger sur nos expériences de militant.e.s, de salarié.e.s, et construire ensemble un rempart au repli sur soi.

Nathalie
Bureau de la CGT Fapt 38





2^{ÈME} CONGRÈS DU COLLECTIF JEUNES CGT 38



«GRÂCE À L'INVESTISSEMENT DANS LE COLLECTIF JEUNES, DE NOMBREUX·SES CAMARADES ONT SUIVI DES FORMATIONS DES DIFFÉRENTES STRUCTURES DE LA CGT ET ONT PRIS DES MANDATS IMPORTANTS AU SEIN DE LEUR SYNDICAT, DE L'UL GRAND GRENOBLE, DE LEUR FÉDÉRATION OU ENCORE DE L'UNION DÉPARTEMENTALE»

Le samedi 28 septembre s'est tenu à la bourse du travail de Grenoble le deuxième Congrès du collectif jeunes de l'Union départementale CGT de l'Isère.

Le collectif jeunes est ouvert à toutes les syndiqué·es de moins de 35 ans. Nous nous réunissons pour échanger sur les problématiques spécifiques que rencontrent les jeunes dans le monde du travail, qui peuvent freiner l'engagement syndical.

On pense par exemple aux contrats précaires qui concernent de nombreux·ses jeunes. De plus, lorsqu'on est jeune militant·e, le cadre syndical peut intimider, avec des camarades plus âgé·es qui ont souvent beaucoup d'expérience. Le collectif permet donc de faciliter l'entrée dans le militantisme : on prend petit à

petit nos marques entre pair·es, on organise nos réunions et actions en fonction de nos contraintes (donc souvent hors du temps de travail).

Grâce à l'investissement dans le collectif jeunes, de nombreux·ses camarades ont suivi des formations des différentes structures de la CGT et ont pris des mandats importants au sein de leur syndicat, de l'UL Grand Grenoble, de leur fédération ou encore de l'Union Départementale.

Ce collectif s'est remonté en 2022 à la suite d'une journée d'étude sur l'antifascisme et n'a pas cessé de se développer depuis. Nous sommes aujourd'hui une vingtaine d'actives et une cinquantaine à recevoir toutes les infos des actions.

Nous venons en soutien des actions de l'UD et de l'UL Grand Grenoble pour des collages, des tractages, et dans les manifestations. Beaucoup

se souviennent de notre magnifique cortège jeunes lors de la manifestation du 1^{er} mai 2023. Nous avons aussi été particulièrement mobilisé·es dans la campagne des législatives en juin 2024. Enfin, depuis maintenant deux ans, nous participons à l'organisation du stand CGT à la Fête du Travailleur Alpin avec l'UL Grand Grenoble.

Ce deuxième Congrès a été l'occasion d'un premier bilan depuis la recréation du collectif en 2022, et nous a permis d'échanger et de construire des orientations et des perspectives qui promettent une année riche en actions et en force vive du collectif.

Nous avons discuté de la mise en place de cycles de formation sur le même modèle que celle de l'année dernière sur la sécurité sociale, qui a été une réussite. Nous avons aussi abordé le sujet des temps conviviaux que nous voulons maintenir et étoffer, toujours en lien avec des sujets politiques et d'actualité (randonnées dans le Vercors sur les pas de la Résistance, diffusions de films sur des thématiques qui nous touchent : le syndicalisme, les luttes sociales...). Un de nos objectifs est de diversifier le collectif : de toucher plus de femmes et de s'ouvrir plus loin que l'agglomération grenobloise.

Et bien sûr, comme dans tout temps démocratique, nous avons renouvelé l'équipe d'animation du collectif pour l'année à venir. Cette année, les gentil·les animateur·ices seront Lila, Adèle, Zakaria, Maël et Boris. Nous avons des idées, de la joie et de la bonne humeur en quantité, mais on n'a jamais trop de mains pour s'organiser, jamais trop de camarades pour se rassembler.

Alors que tu sois jeune ou que tu connaisses des camarades jeunes autour de toi, parles-en sans modération et rejoins-nous !

Voici notre mail pour nous contacter :
cgtjeunes38@cgt-isere.fr

Lila pour l'animation
du collectif jeunes UD 38



«ALORS QUE TU SOIS JEUNE OU QUE TU CONNAISSES DES CAMARADES JEUNES AUTOUR DE TOI, PARLES-EN SANS MODÉRATION ET REJOINS-NOUS ! »





ONF : L'ÉTAT EN PLEINE CONTRADICTION SUR SA GESTION DES FORÊTS PUBLIQUES



C'est bien connu, l'état n'est pas toujours le meilleur employeur. A l'ONF, malgré les annonces gouvernementales, la casse du service forestier a continué ces dernières années. Depuis l'élection du président Macron, c'est 95 ouvriers forestiers par an en moins depuis cinq ans. Il est vrai

qu'avec des salaires tournant autour de 1 500 € par mois, c'étaient vraiment des privilégiés !

Toujours moins de bras alors que la forêt crève du réchauffement climatique ? Pas de problèmes pour l'état qui cherche les failles dans la réglementation du travail pour toujours payer moins et précariser plus !

Exit les ouvriers ONF, bienvenue aux entreprises d'espaces verts, où les travailleurs n'ont qu'une convention collective particulièrement au rabais. Ce

sont maintenant des micro entreprise et des travailleurs détachés qui effectuent le gros des travaux en forêt ! Pour la souveraineté et l'égalité on repassera..

Moins de forestiers aussi sur le terrain, mais là encore, le techno solutionnisme a réponse à tout ! Si à l'ONF les caisses sont parfois vides pour acheter des crayons, des drones arrivent

en forêt, alors que l'intérêt de leur usage reste largement à démontrer ! Pour suivre la croissance des forêts, le forestier a dû s'incliner devant les vols LIDAR et autres logiciels dit de « télé-détection ». Le monde

d'Orwell, bientôt dans vos bois...Pourtant de l'humain il en faut parfois pour

organiser la coexistence de tous les usages qui peuvent s'exercer dans nos forêts.

Ne prêtons pas d'esprit candide à nos Macroneux de patrons, tout cela répond aux objectifs du libéralisme : Casser les collectifs de travail, isoler les travailleurs afin que la forêt soit gérée d'en haut depuis un bureau, afin de répondre aux besoins de l'industrie du bois dans le silence feutrée des réunions d'influence !

Pas de bol pour eux, il existe encore quelques irréductibles gauloises et gaulois, résistant toujours à l'envahisseur et portant au sein de l'ONF les valeurs de solidarité, d'égalité et de progrès social de la CGT ! Soutenus par des citoyens qui refusent de voir la forêt ravalée au rang de réserve de crayons et de bûche, ce nouveau front populaire a encore la force de faire parfois plier la direction de l'ONF, et faire que les forêts publiques restent encore des lieux ouverts à tous, pour tous !

Erick Salvatori
Secrétaire régional CGT ONF
Membre de la CE de l'UD

«TOUJOURS MOINS DE BRAS ALORS QUE LA FORÊT CRÈVE DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ? PAS DE PROBLÈMES POUR L'ÉTAT QUI CHERCHE LES FAILLES DANS LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL POUR TOUJOURS PAYER MOINS ET PRÉCARISER PLUS ! »

«PAS DE BOL POUR EUX, IL EXISTE ENCORE QUELQUES IRRÉDUCTIBLES GAULOISES ET GAULOIS, RÉSIDANT TOUJOURS À L'ENVAHISSEUR ET PORTANT AU SEIN DE L'ONF LES VALEURS DE SOLIDARITÉ, D'ÉGALITÉ ET DE PROGRÈS SOCIAL DE LA CGT !»





CHRONODRIVE SEYSSINET MOBILISÉ.E.S CONTRE LES CADENCES INTENABLES ET POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL !

Un tractage et une grève d'une dizaine de travailleur.euse.s a eu lieu ce samedi 28 septembre dans la matinée au magasin Chronodrive : enseigne de courses en ligne de Seyssinet. Elles et ils se sont mis.e.s en grève et se sont rassemblé.e.s devant leur magasin pour dénoncer les salaires trop bas, les «intimidations et pressions» de la direction, la surcharge de travail due à des sous-effectifs chroniques et le non-respect de la vie privée des travailleur.euse.s, scruté.e.s en permanence par des caméras.

«PLUS QUE DE LA COLÈRE, C'EST UNE QUESTION DE DIGNITÉ QUI EST AU CŒUR DE LA LUTTE»



Elles/Ils dénoncent également des changements de planning quotidiens, des horaires régulièrement dépassés sans compensation, ainsi que « des pressions et intimidations » exercées par leur direction.

Plus que de la colère, c'est une question de dignité qui est au cœur de la lutte. Le travail de préparateur-riche de commande est pénible, précaire et mal payé venant contraster les réalités du patron, la famille Mulliez (propriétaire en outre d'Auchan, Décathlon, Leroy Merlin...) : l'une des plus grosses fortunes de France estimée, en 2022, à plus de 50 milliards d'euros.

Toujours avec la logique que la grève appartient aux grévistes et que ce n'est pas au syndicat de décider seul

comment mener la mobilisation, la CGT - comme outil d'aide à l'action collectif - a permis de structurer la lutte. C'est d'ailleurs grâce à cette logique que les jeunes travailleur.euse.s (en grande partie des étudiant.e.s à contrats courts) se sont senti.e.s impliqués et ont mis beaucoup d'envie à construire l'action collective.

Cette action, outre la diffusion de tracts, a permis de faire connaître et apprécier notre syndicalisme de proximité et de lutte à de jeunes actifs-ves qui ne connaissaient pas ou peu la CGT et ses valeurs de solidarité.

Aujourd'hui, face à la précarisation des travailleur.euse.s, il est important d'avoir des structures de proximité réactives. Pour le commerce et les services, il est très difficile de coordonner la lutte. Une bonne partie d'entre elles et eux sont en temps partiel avec de petites plages horaires, irrégulières et modifiables selon l'activité du magasin.

À cela, s'ajoute un fort turn-over : beaucoup sont en colère contre des condi-

tions de travail dégradées et préfèrent quitter le magasin. Et que dire du sexisme ambiant et des abus qui sont la plupart du temps restés secrets car vécus par les victimes comme une honte et qui arrangent la direction en divisant les travailleurs hommes et femmes.

«UN OUTIL DE PROXIMITÉ ET DE COMBAT : NOTRE CGT »

S'ajoute un « management patriarcal » où les cadres tentent de créer une ambiance de « petit commerce familiale » ce qui freine certain.e.s à faire grève ou à se mobiliser « pour ne pas laisser les collègues dans la merde ».

Contre le pessimisme et la résignation, les jeunes travailleurs-ses de Chronodrive ont montré que la lutte est possible pour peu que l'on soit solidaire et déterminé.e... en utilisant un outil de proximité et de combat : notre CGT.

Franck Clet
Référént fédéral et départemental CGT commerce et services 38
Membre de la CE de l'UD





CONDITIONS DE TRAVAIL : LA CGT SOITEC A DÉCIDÉ D'AMORCER LE RAPPORT DE FORCES EN FAVEUR DES SALARIÉS

La situation à Soitec n'est plus tenable que ce soit dans les salles blanches ou dans les bureaux : La surcharge de travail et le manque d'effectif chronique sont devenus insupportables et même dangereux pour les salariés. Les burn-out s'accroissent et le mal-être s'amplifie... Trois de nos collègues des bureaux ont déjà été reconnus, par la Sécurité Sociale, en accident du travail pour des problèmes liés aux risques psychosociaux.

Pourtant la direction cache la poussière sous le tapis en refusant d'analyser ces accidents afin de réaliser un travail préventif pour l'ensemble des salariés.

Aujourd'hui, nous sommes dans une société à deux vitesses : notre Directeur Général et notre COMEX s'accordent de larges augmentations et/ou évolutions alors que pour le reste de l'entreprise, c'est une toute autre histoire. Cette politique salariale qui n'est plus à la hauteur, conjuguée à ce phénomène d'abandon des salariés à leur sort, pousse bon nombre d'entre eux à démissionner.

La CGT Soitec a déposé un préavis du samedi 28 septembre au mardi 1^{er} octobre sur la base des revendications suivantes :

- respecter les processus de décision et les procédures internes ignorés délibérément par certains au détriment des services/équipes et de l'efficacité globale de l'entreprise ;
- mise en place systématique d'une analyse 8D lors d'accidents du travail liés au RPS + plans de prévention des risques identifiés ;
- effectif : Structurer les effectifs cibles des services/équipes - Titulariser massivement les CDD - Sup-

primer les commits lorsque les équipes (production et/ou support) ne sont pas staffées (< ou égal à 50%) ;

- formation - Dédier des temps spécifiques pour la formation des nouveaux embauchés - Définir une ancienneté minimale pour être habilité à former - Définir des temps minimum de formation avant qu'un salarié soit en autonomie sur un poste ;
- financier - Prime exceptionnelle POUR TOUS LES SALARIÉS afin de reconnaître le travail accompli ces derniers mois dans des conditions dégradées.

Suite à une réunion de sortie de crise, la Direction s'est enga-

gée sur les points suivants :

EFFECTIF / RECRUTEMENT : 30 titularisations de CDD opérateurs - Titularisation immédiate des cas "atypiques" Exemple : titularisation d'un CDD revenu d'un délai de carence légal après avoir effectué un premier CDD de 18 mois - Poursuite des efforts de recrutement afin que 60 postes soient pourvus rapidement : 25 opérateurs 21 techniciens 14 ingénieurs et managers - Boucle de décision du processus de recrutement réduite (passage de 7 à 3 signatures)

GESTION DE L'ACTIVITÉ / COMMITS : le DGR et les commits seront dorénavant ajustés à l'effectif hebdomadaire prévu



FORMATION : redéfinition des conditions pour former - Création d'ici la fin 2024 de 3 à 5 postes de tuteurs « formation »

FINANCIER : Revue de la prime de production du mois de septembre qui ne déclenchait pas

David Amaru
Représentant Syndical au CSE
de la CGT Soitec





LE COLLECTIF DES RETRAITÉ.E.S DES UL DU NORD ISÈRE DANS LE GAME

Depuis un an, après consultation des adhérent.e.s sur le territoire, outre la question prégnante du montant des pensions, la scandaleuse question des difficultés de l'accès aux soins pour les retraité.e.s du Nord Isère est LA revendication forte.

Pas une journée d'action nationale sans une initiative des retraité.e.s sur cette revendication !

Pétition, sous préfecture, permanence parlementaire, hôpital, à chaque fois, on se fait entendre, à chaque fois, médiatisation.

Pour ce 1^{er} octobre 2024, nous avons organisé une conférence de presse qui a annoncé la manifestation avec ce thème de la santé.

Nous créons un lien solidaire de lutte avec nos camarades de Roussillon pour échanger et, fort.e de leur expérience,

réfléchir sur la question d'implantation de Centre de Santé sur notre territoire...

Une démarche envers le député de leur circonscription est dans les tuyaux avec d'autres organisations de retraité.e.s. Ce député est Républicain, est médecin, et a des responsabilités en matière de santé à l'Assemblée nationale.

«OUTRE LA QUESTION PRÉGNANTE DU MONTANT DES PENSIONS, LA SCANDALEUSE QUESTION DES DIFFICULTÉS DE L'ACCÈS AUX SOINS POUR LES RETRAITÉ.E.S DU NORD ISÈRE EST LA REVENDICATION FORTE»

Affaire à suivre et à lire dans ce bulletin.

On ne lâche rien !

Daniel Barbier et Josiane Blanc
Collectif des retraité.e.s
des UL du Nord Isère.



INTERNATIONAL

UN CRIME COLONIAL EN PLEIN PARIS !

En octobre 1961, Maurice Papon décide d'instaurer un couvre-feu pour les «Français musulmans d'Algérie», terme utilisé à l'époque pour désigner les Algériens travaillant en métropole. Il leur est interdit de circuler dans les rues de Paris et de la banlieue entre 20h30 et 5h30 du matin. Cela se passe dans le contexte de l'état d'urgence qui permet aux préfets «d'interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et aux heures fixés par arrêté».

Il est important de rappeler à propos de l'état d'urgence, au vu de son utilisation régulière ces dernières années, qu'il s'agit d'une loi coloniale votée en 1955 comme outil de répression. Déclaré sur le sol de la métropole lors de la tentative de putsch



en avril 1961, l'état d'urgence resta en vigueur jusqu'en mai 1963 – un an après les accords de cessez-le-feu d'Evian du 19 mars 1962 et la déclaration de l'indépendance de l'Algérie le 5 juillet 1962.

Il n'est pas inutile non plus de rappeler que Maurice Papon fut condamné en 1998 pour complicité de crime contre l'humanité pour son rôle à Bordeaux dans la déportation de 1500 juifs de 1942 à 1944.

Le soir du 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériennes et d'Algériens manifestent pacifiquement à Paris, pour le droit à l'indépendance de l'Algérie et





pour leur droit à l'égalité et à la dignité, contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé. Les manifestantes et les manifestants sont de toutes générations, jeunes et moins jeunes, essentiellement des travailleurs de la région parisienne, venus endimanchés avec leurs familles, issus des quartiers populaires et des bidonvilles, notamment celui de Nanterre. Les consignes de la fédération de France du FLN étaient très claires : pas d'armes, même pas un canif.

La répression fut d'une grande violence : plus de 12 000 personnes furent raflées et conduites dans des cars de police ou des bus de la RATP



réquisitionnés à cet effet, plusieurs centaines de personnes (100 ? 200 ? 300?, on ne saura sans doute jamais) furent tuées par balles et jetées dans la Seine, d'autres moururent sous les coups dans l'enceinte même de la Préfecture de Police ou du Palais des Sports.

Une note d'un haut fonctionnaire à l'intention du Général de Gaulle indique ainsi :

« Il y aurait 54 morts. Les uns auraient été noyés, les autres étranglés, d'autres encore abattus par balles. Les instructions judiciaires ont été ouvertes. Il est malheureusement probable que ces enquêtes pourront aboutir à mettre en cause certains fonctionnaires de police »

« Noyés », « étranglés », « abattus par balles », cette note terrible fait étrangement penser à cette autre expression terrible créée pour montrer ce qui se passa ce jour-là : « noyés par balles ».

Au nom de la raison d'État le silence fut organisé sur cette tragédie. C'est l'action de collectifs, de citoyens-nes, d'historiens-nes qui a permis de lutter contre le secret imposé par l'État.

A l'occasion du 17 octobre 2022, le Président de la République Emmanuel Macron a dénoncé « les crimes commis sous l'autorité de Maurice Papon, entraînant la mort de dizaines d'Algériens, sont inexcusables pour la République. ».

Reconnaître qu'il y a eu un crime fut un progrès, même si le nombre de victimes est minimisé et si on peut déplorer qu'il ait fallu plus de 60 ans pour le faire. Mais Maurice Papon, nommé désigné, était-il le seul responsable de crime ? Où était la République le soir du 17 octobre 1961 ?

Maurice Papon, préfet de police ne peut pas être le seul à porter la responsabilité de ce massacre, le sommet de l'État est aussi en cause. Les responsabilités de Roger Frey, Ministre de l'intérieur, de Michel Debré, premier ministre, et de Charles de Gaulle, alors président de la République, sont engagées.

L'État français doit reconnaître que le massacre commis en plein cœur de Paris est un véritable crime d'État.

Rendre hommage aux manifestantes et manifestants du 17 octobre 1961, c'est agir pour faire connaître la réalité des crimes coloniaux.

L'occultation des crimes commis pendant la colonisation permet les discours de l'extrême-droite et d'une partie de la droite de tenir des discours justifiant le colonialisme, alimentant les discriminations raciales. Il faut rappeler que la colonisation est une violence faite aux peuples, faite de conquête brutale, d'accaparement des ressources, d'asservissement, ponctuée de crimes pour faire régner un ordre injuste .

Rendre hommage aux manifestantes et manifestants du 17 octobre 1961, c'est refuser la violence d'État utili-

sée pour réprimer les manifestations, des gilets jaunes à Sainte Soline, c'est refuser la banalisation des violences



policières vis-à-vis de la jeunesse et des populations des quartiers populaires, dont une tragique illustration est la mort du jeune Nahel à Nanterre le 27 juin 2023.

Cette mort n'est malheureusement pas un fait isolé, elle fait suite à d'autres morts qui n'auraient pas dû survenir : Alhoussein, Jean-Paul, Bou-bacar, Rayana, Souheil, ...

Rendre hommage aux manifestantes et manifestants du 17 octobre 1961, c'est défendre le droit des peuples à maîtriser leur destin. Ne pas vouloir entendre la volonté du peuple algérien de devenir indépendant a conduit à une guerre cruelle, avec des centaines de milliers de morts, et bien plus de familles endeuillées. C'est une leçon important à rappeler alors que le peuple palestinien vit une occupation coloniale et subit une répression d'une violence inouïe.

Mariano Bona





SOUTIEN AUX PEUPLES DE KANAKY

BANQUE ALIMENTAIRE DE L'USTKE

La Kanaky, archipel colonisé par la France en 1853, réclame sa liberté et celle de son peuple kanak depuis cette date. L'ONU a reconnu en 1946 la Kanaky comme un territoire à décoloniser, mais le processus n'a véritablement débuté qu'en 1989, après de nombreuses révoltes kanakes.

Depuis 1989 et les accords de Matignon-Oudinot puis de Nouméa en 1998, la Kanaky et la France son engagées dans un processus de décolonisation censé aboutir à la liberté des peuples de Kanaky (Kanak, Wallisiens, Futuniens, Polynésiens, etc).

Le 14 mai 2024, le président Macron, sous la pression des colons les plus extrémistes, a unilatéralement mis fin à ces accords, interrompant ainsi le processus d'indépendance. La population indépendante s'est alors soulevée contre cette décision, transformant l'archipel en une multitude de foyers de résistance et de lutte.

Les chiffres sont lourds : 13 morts, près de 300 blessés, environ 4 000 personnes incarcérées, dont 7 déportées en métropole, et disparus sur 271 000 habitants. Le territoire est occupé par plus de 6 000 militaires lourdement armés.

Économiquement, la situation est cayastrophique : 743 entreprises sont détruites ou à l'arrêt, entraînant entre 20 000 et 30 000 chômeurs, soit 30% de l'emploi privé. 25% du PIB de Nouvelle-Calédonie a été détruit en deux mois. L'usine de nickel KNS a également fermé, licenciant 1 200 travailleurs directs et 5 000 indirects.

Face à cette crise, le syndicat indépendantiste USTKE, en lien avec la CGT, a mis en place une banque alimentaire pour aider les travailleurs privés d'emploi. Mais les besoins sont importants et les moyens limités. L'avenir social et la CGT lancent donc un appel à la solidarité pour financer cette banque alimentaire.

Les dons peuvent être adressés à L'Avenir social sur le compte figurant en bas de page en précisant dans le libellé « **don USTKE** », qui les transmettra spécifiquement pour soutenir cette initiative.

Nous comptons sur une réaction rapide et massive à cet appel à la solidarité.

Adressez vos dons :

Soit par virement IBAN : FR76 4255 9100 0008 0035 9721 126
ATTENTION, veiller à mentionner - « Don USTKE »

Par chèque à : L'AVENIR SOCIAL - 263, rue de Paris - case 419 - 93514 MONTREUIL cedex
(à l'ordre de L'Avenir social «USTKE»)

*Un reçu sera envoyé à chaque donateur-trice individuel-le
(66% du montant des dons sont déductibles des impôts)*

**Les fonds non utilisés à la clôture du projet seront réalloués
aux projets prioritaires définis par le Conseil d'administration de L'Avenir social**